

Antoine Basbous : "Les dirigeants de l'opposition sont menacés"

Le directeur de l'Observatoire des Pays Arabes, spécialiste du Liban, dénonce le "stratagème" de la Syrie et en appelle à la communauté internationale pour soutenir l'opposition face à Damas.

Comment analysez-vous le bras de fer actuel qui se joue entre pro et anti-Syriens ? Il semble que la mort de Rafik Hariri ait institué une nouvelle donne...

La mort de Hariri a été le déclencheur d'une sorte "d'intifada" patriotique transcossociétaire. Apparemment, une partie seulement de la population était hostile à l'occupation syrienne. Il y a eu un basculement : les combattants druzes et sunnites ont rejoint le camp chrétien hostile à l'occupation.

Celle-ci a été surprise par les réactions au Liban, dans le monde arabe et dans la communauté internationale. Face à l'ampleur de cette réaction, qui s'appuie sur la résolution 1559 du conseil de sécurité de l'ONU, la Syrie a mis en place un stratagème pour garder le statu quo et maintenir ses sbouds et protéger ses obédés au Liban.

En quoi consiste selon vous ce "stratagème" ?

Intimidations, menaces, tabanages au pistolet... Et surtout la manifestation du 8 mars, à laquelle a appelé le Hezbollah, mais qui était également composée de Syriens et de Palestiniens.

Aujourd'hui, la Syrie a retiré une partie de ses troupes, mais à contre-cœur. Il faut savoir qu'elle tire de sa colonie libanaise une somme annuelle de près de 4 milliards de dollars qu'elle ne compte pas lâcher. Assad joue les pyromanes tout en préparant le retour de son armée à Beyrouth avec le treillis des pèlerins.

Pour organiser cette manifestation dont vous parlez, aux allures de défilé de forces, quels leviers la Syrie a-t-elle actionnés ?

Premièrement, le Hezbollah est un mouvement populaire important, ensuite, la Syrie a ouvert les frontières et envoyé des bus de Syriens au Liban. Elle a mobilisé tous ses agents, elle a ordonné à tous les Syriens naturalisés de se rendre à la manifestation ainsi qu'à tous les ouvriers syriens qui sont au Liban.



Antoine Basbous a fondé en 1992 l'Observatoire des pays Arabes (OPA) qu'il continue de diriger aujourd'hui.

Revenons-en au retrait militaire, que pensez-vous du discours de Bachar Al-Assad, le président syrien, qui retire ses troupes tout en laissant clairement entendre qu'il n'abandonnera pas l'influence de son pays au Liban ?

Il n'a pas dit qu'il retirait ses troupes au-delà des frontières, il a parlé de "redéploiement en deux temps" en s'appuyant sur les accords de Taef et en rejetant l'idée de se retirer en application de la résolution 1559. Il se réveille pour appliquer Taef 13 ans après la date initialement fixée. Il faut s'attendre à des manœuvres syriennes pour maintenir l'occupation du Liban en s'appuyant sur ses agents en dépit des avertissements internationaux.

Que pensez-vous de l'idée d'Omar Karamé de former un gouvernement de coalition ?

C'est un scandale parce qu'on a assassiné un grand homme. On s'efface de la scène pendant deux semaines pour revenir au statu quo sans avoir résolu le problème des acteurs de l'assassinat et des chefs de services des renseignements qui ont soit commis, soit couvert cet assassinat.

De quelle marge de manœuvre dispose aujourd'hui l'opposition face à l'offre du Premier ministre ?

L'opposition est très ferme : elle ne participera pas à ce gouvernement pro-syrien, car c'est une fiction, puisque ceux qui tiennent les ficelles sont les mêmes et toujours là. Elle pourra maintenir sa position, c'est-à-dire réclamer le retrait total de l'armée et des services de renseignements syriens, la démission des chefs de services des renseignements libanais ainsi qu'une enquête internationale pour élucider l'assassinat de Hariri pour désigner et châtier les coupables. Elle réclame enfin des élections libres sous contrôle international.

Les dirigeants de cette opposition sont physiquement menacés, il faudrait que la communauté internationale les soutienne dans leur combat pour la liberté, l'indépendance et la démocratie dans leur pays.

Que pensez-vous de l'initiative de Walid Joumblatt qui demande de l'aide aux Russes ?

Il pense que les Russes peuvent influencer la Syrie. Si c'était le cas tant mieux, mais à mon avis les Russes n'ont pas beaucoup d'influence auprès d'Assad. Ceux qui ont un bâton entre les mains, ce sont les États-Unis, et aussi la France parce qu'elle entraîne avec elle l'Europe, qu'elle est co-initiatrice de la résolution 1559. Il y a eu beaucoup d'efforts fournis, cette résolution est à l'ordre du jour de chaque réunion européenne. La France a beaucoup œuvré pour qu'on rappelle l'indispensable mise en application de cette résolution, elle est très active sur ce plan.

Dans quel résidu aujourd'hui votre principal espoir ?

Dans le fait que le combat pour la liberté est beaucoup plus porteur que celui pour la dictature et la soumission au tyran. L'aspiration au retour de la liberté et de la démocratie au Liban bénéficie, cette fois-ci, du soutien de la communauté internationale et ce sera contagieux pour le monde arabo-islamique.

Propos recueillis par Sophie Babary

Politologue, essayiste...

Antoine Basbous est politologue. Il a fondé l'Observatoire des pays Arabes, un cabinet de conseil spécialisé dans l'Afrique du Nord, le Proche-Orient, le Golfe et le monde islamique en général. Antoine Basbous est né au Liban où il a effectué des études de droit et de littérature française. En France, il a obtenu un doctorat d'État en sciences politiques et un DEA d'Information et de Communication. Il a exercé le journalisme de 1975 à 1987

à Beyrouth puis à Paris, où il a milité pour la cause libanaise. Antoine Basbous a publié plusieurs essais traduits en six langues, dont *Guerra secrète au Liban*, aux Éditions Gallimard en 1987 et *L'Arabe musulman en question, du wahabisme à Bin Laden* aux Éditions Perrin en 2002. En septembre 2004, une version actualisée de ce dernier ouvrage est parue en poche chez Tempus sous le titre *L'Arabie musulmane en guerre*.